

Turquie : Enquête sur l'assassinat de Cihan Hayirsevener : les journalistes attendent un signe fort contre l'impunité

jeudi 30 août 2012, par [Reporters Sans Frontières](#)

Reporters sans frontières salue les progrès dans l'enquête menée [sur l'assassinat, en 2009, du journaliste Cihan Hayirsevener](#). L'organisation espère qu'elle sera menée à son terme, malgré les lenteurs et les négligences qui restent à déplorer. Une détermination similaire est attendue dans le traitement des nombreux autres cas d'agressions et de violences contre les professionnels des médias, qui demeurent très largement impunis.

Progrès sérieux dans l'affaire Hayirsevener

Le 28 août 2012, s'est tenue la cinquième audience du procès des assassins présumés de Cihan Hayirsevener, le fondateur et rédacteur en chef du journal local Güney Marmara'da Yasam, abattu en plein jour à Bandırma (*sud-ouest d'Istanbul*), le 18 décembre 2009.

« Malgré les lenteurs habituelles de la justice turque, le traitement de cette affaire est encourageant, a déclaré Reporters sans frontières. Les enquêtes sérieuses sur des cas de violence contre les journalistes sont trop rares en Turquie pour ne pas être saluées. Les juges sont véritablement attendus quant à leur capacité de rendre justice aux proches et aux collègues de Cihan Hayirsevener. Ils auront également la responsabilité du signal qui sera envoyé à des centaines de professionnels des médias, aux prises avec de puissants intérêts locaux ou hésitant à enquêter sur des cas de corruption par crainte de représailles. »

Le lien entre l'assassinat de Cihan Hayirsevener et ses activités professionnelles a été largement démontré par l'instruction. Il a été consacré par la fusion, en mai 2011, de l'enquête sur l'assassinat du journaliste avec un dossier portant sur des malversations financières impliquant la municipalité de Bandırma et de puissants hommes d'affaires locaux. Tous les témoignages recueillis par Reporters sans frontières lors de sa propre enquête, menée à Bandırma une quinzaine de jours après le drame, allaient également dans ce sens : Cihan Hayirsevener a de toutes évidences payé de sa vie sa couverture opiniâtre d'une affaire extrêmement dérangeante pour des personnalités locales.

Après de longues tergiversations, les juges ont finalement retenu la qualification de « *crime prémédité et organisé* », contrairement aux déclarations du tireur, Serkan Erakkus, qui prétend avoir abattu le journaliste au terme d'une altercation.

Plusieurs témoins ont confirmé à la cour et à Reporters sans frontières avoir aperçu le tireur, rôdant près des locaux de Marmara TV et de Güney Marmara'da Yasam, plusieurs jours avant l'assassinat.

Lors de la précédente audience, le 22 mai 2012, un témoin oculaire, dont l'identité a été maintenue secrète, a formellement désigné Serkan Erakkus comme le tireur et a raconté en détails le déroulement des faits. Son récit confirme que le journaliste avait été frappé au crâne par derrière puis visé aux jambes à plusieurs reprises et à courte distance. Un autre témoin, Seçil Kıp, proche de la famille Kuruoğlu avant le drame, s'est finalement rétractée après avoir initialement déclaré avoir vu l'arme du crime avant l'assassinat.

Dix-huit suspects répondent devant la 10^e chambre de la cour d'Assises d'Istanbul des chefs d'inculpation d'assassinat et de malversations financières. Trois d'entre eux sont maintenus en détention provisoire en attente du jugement : le tireur présumé Serkan Erakkus, le commanditaire présumé Ihsan Kuruoğlu, ainsi que le chauffeur de ce dernier, Kerem Yılmaz, complice présumé.

Juste avant sa mort, Cihan Hayirsevener enquêtait sur des allégations de corruption portant sur l'attribution de marchés immobiliers à Bandırma. La justice soupçonne la municipalité d'avoir attribué plusieurs appels d'offres à la famille Kuruoğlu en échange de dessous de table. Depuis l'arrestation de trente-deux personnes soupçonnées d'être impliquées dans cette affaire, le 28 octobre 2009, le journaliste avait consacré une dizaine de chroniques à ce sujet dans son journal. Il avait indiqué à des proches posséder des éléments susceptibles de compromettre des figures politiques locales.

Cette affaire avait donné lieu à une violente guerre éditoriale dans les médias locaux, la famille Kuruoğlu étant également propriétaire de deux journaux. Après que Cihan Hayirsevener ait reçu un message de menaces envoyé depuis sa cellule par Ihsan Kuruoğlu, et que ses collègues aient remarqué que ses faits et gestes étaient surveillés, le journaliste et ses confrères avaient été placés sous protection policière partielle.

Si l'enquête sur l'assassinat du journaliste va dans le bon sens, elle est loin d'être exempte des travers récurrents de la justice turque. Plus de deux ans et demi après les faits, les progrès sont toujours laborieux. Retardée pendant un par le conflit de compétences entre le tribunal d'Istanbul et celui de Bandırma, la fusion des deux dossiers est intervenue en dépit de multiples manœuvres d'obstruction. L'audition du témoin anonyme a été annoncée puis reportée plusieurs fois, la police n'ayant pas fait le nécessaire pour le transférer à Istanbul. Les audiences étant espacées d'au moins trois mois, le retard accumulé est considérable. La cour attend désormais la remise d'un rapport d'expertise sur les opérations financières réalisées par les accusés.

Les journalistes locaux sous pression, cinq agressions en deux mois

Au-delà de son importance locale, le cas de Cihan Hayirsevener est symbolique des pressions auxquelles sont soumis de nombreux journalistes turcs enquêtant sur les activités économiques et politiques de puissantes figures locales. [Le calvaire de Hacı Bogatekin](#) en témoigne : le propriétaire du bimensuel Gerget Firat, dans le sud-est du pays, a une nouvelle fois été condamné à un an de prison, le 27 juin 2012, dans l'un des nombreux dossiers ouverts contre lui. L'exécution de la sentence est suspendue en vertu de [la loi de réforme n°6235](#). Mais le journaliste a confié à Reporters sans frontières combien de telles pratiques encourageaient l'autocensure dans la profession.

Exposés à un harcèlement judiciaire constant, les journalistes locaux peuvent difficilement compter sur les tribunaux lorsqu'ils sont victimes de violence. Dans la vaste majorité des cas, l'impunité prévaut, renforçant le sentiment de vulnérabilité répandu au sein de la profession.

Süha Alparslan, directeur de la publication du quotidien Bolu Gündem à Bolu (*Nord-Ouest*), a affirmé à Reporters sans frontières qu'il se sentait toujours menacé, près d'un mois après l'agression à l'arme blanche dont il avait été victime. En effet, ses agresseurs, qui tiennent un commerce à 50 mètres des locaux du journal, n'ont pas été inquiétés, et l'enquête n'a toujours pas été déférée au parquet. Le 3 août 2012, Süha Alparslan et la rédactrice en chef de Bolu Gündem avaient été violemment agressés par les propriétaires d'un commerce, qu'ils venaient interroger sur la pose d'une antenne relais de téléphonie mobile sur leur toit.

Pas moins de cinq journalistes ont été agressés en deux mois, dont **Semih Bolluk** à Balıkesir (*Ouest*), **Eyüp Deniz** à Elazığ (*Est*) et **Onur Turan** devant la prison de Metris d'Istanbul.

Reporters sans frontières rappelle enfin que [l'enquête sur l'assassinat du journaliste turc-arménien Hrant Dink](#) reste en souffrance. L'incapacité de la justice à identifier tous les commanditaires et complices dans

cette affaire d'État reste un symbole extrêmement fort de l'impunité régnant en Turquie.

Sources

Article Original : [Enquête sur l'assassinat de Cihan Hayirsevener : les journalistes attendent un signe fort contre l'impunité](#)

Publié le mardi 28 août 2012. Mis à jour le mercredi 29 août 2012.